

**Le programme d'appui de l'Union européenne pour la région de la PEV-Su  
EUROPEAID/133918/C/SER/MULTI**

## **Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée**

**Séminaire National pour le Maroc**

**« Les PME dans une économie verte »**

**Principe 9 du Small Business Act pour l'Europe**

**Rabat, le 25 Juin 2014**



Ce projet est financé  
par l'Union Européenne



Un projet mis en œuvre par  
GIZ IS and Eurecna

### Clause de non-responsabilité

Le contenu du présent rapport relève de la seule responsabilité de l'équipe d'assistance technique du projet dirigé par GIZ IS comprenant Eurecna et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union européenne.

## SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION .....	2
2.	LES OBJECTIFS DU SÉMINAIRE .....	2
3.	LES PARTICIPANTS .....	3
4.	LE DÉROULEMENT DU SÉMINAIRE .....	3
5.	SYNTHÈSES GÉNÉRALES.....	8
6.	RECOMMANDATIONS .....	9
7.	CONCLUSIONS .....	9

## 1. Introduction

Faisant suite à l'évaluation de la mise en œuvre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise et de son rapprochement au Small Business Act pour l'Europe (SBA) au Maroc et dans tous les pays méditerranéens voisins de l'Union européenne (UE) menée en 2013 dans le cadre du processus de coopération industrielle euro-méditerranéenne, une formation ayant pour thème « Les PME dans une économie verte » réunissant une cinquantaine de participants a été organisée le 25 juin 2014, à Rabat, au siège de l'Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise (ANPME).

Cette formation a été organisée dans le cadre du projet « Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée », un projet financé par l'Union européenne qui vise à promouvoir les PME et à améliorer les politiques en leur faveur dans la région sud de la Méditerranée.

Dans une perspective d'amélioration de la mise en œuvre de la Charte et de son alignement avec le SBA, y compris en ce qui concerne son principe 9 « Les PME dans une économie verte », le programme de formation s'est concentré sur les deux thèmes suivants : 1) la promotion de l'innovation écologique et l'éco-efficacité dans les PME et 2) l'accès des PME à l'information ; législation, outils disponibles et opportunités de financement pour les innovations vertes.

Les participants à cet atelier ont formulé des recommandations d'action afin d'aider les autorités nationales à améliorer la mise en œuvre de ce principe au Maroc. Ces recommandations sont présentées à la fin de ce document.

## 2. Les objectifs du séminaire

Ce séminaire visait à renforcer les capacités des représentants du secteur public et privé à mettre en œuvre le Small Business Act pour l'Europe, qui représente un cadre politique global pour le développement des PME, en particulier son principe 9 « Les PME dans une économie verte ».

En particulier, et sur la base de l'évaluation effectuée, il s'agissait à travers un dialogue interactif avec les diverses parties prenantes présentes de :

- Informer/sensibiliser les participants sur les principes du SBA qui permettent le développement du secteur des PME en général et la promotion de l'économie verte en particulier ;
- Améliorer les connaissances des participants sur les politiques efficaces à mettre en œuvre pour une émergence de l'économie verte au Maroc ;
- Informer les participants sur les différentes initiatives et réformes en cours au Maroc en rapport avec le thème du séminaire, à savoir les outils juridiques, les mécanismes financiers, ainsi que les expériences nationales et internationales ;
- Identifier les principaux défis et contraintes rencontrés dans la mise en œuvre du principe 9 du SBA et explorer les actions et les politiques nécessaires pour en améliorer la mise en œuvre.

### **3. Les participants**

Le séminaire a réuni une cinquantaine d'acteurs, actuels ou potentiels, du secteur de l'économie verte et de l'appui aux PME au Maroc. Les participants venaient d'horizons divers, avec des représentants des institutions de l'Etat (e.g. ministère des finances, de l'environnement, de l'industrie, de la recherche, des affaires étrangères, etc.) d'organismes de soutien aux entreprises (ANPME, centres de formations et de recherche, etc.) mais également du monde des entreprises (sociétés de financement et d'investissement, fédérations et associations professionnelles, telles la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), le Centre Marocain de Production Propre (CMPP), jeunes dirigeants et femmes entrepreneurs, y compris de régions en retard de développement).

Cette bonne représentativité des différents acteurs a notamment permis des échanges fructueux et a donné lieu à des débats riches et animés qui ont eu une bonne influence sur l'étendue des propositions et recommandations issues de ces travaux.

### **4. Le déroulement du séminaire**

En adéquation avec le programme établi avec le coordonnateur national de la Charte, cette journée de formation a été structurée en deux phases principales. Le matin les présentations faites par les consultants se sont succédées, suivies par des débats animés et très riches traduisant l'intérêt et la motivation des participants pour le thème du séminaire.

Durant l'après-midi, des travaux en atelier ont été organisés où l'ensemble des participants s'est partagé en deux ateliers. L'un avec pour thématique la législation, les outils disponibles et les opportunités de financement pour les innovations vertes au Maroc et l'autre portant sur l'application et la promotion de l'éco-innovation et éco-efficacité dans les PME. Chaque atelier a désigné un animateur et un rapporteur, encadrés par les consultants du projet. Les résultats des travaux furent ensuite présentés en séance plénière.

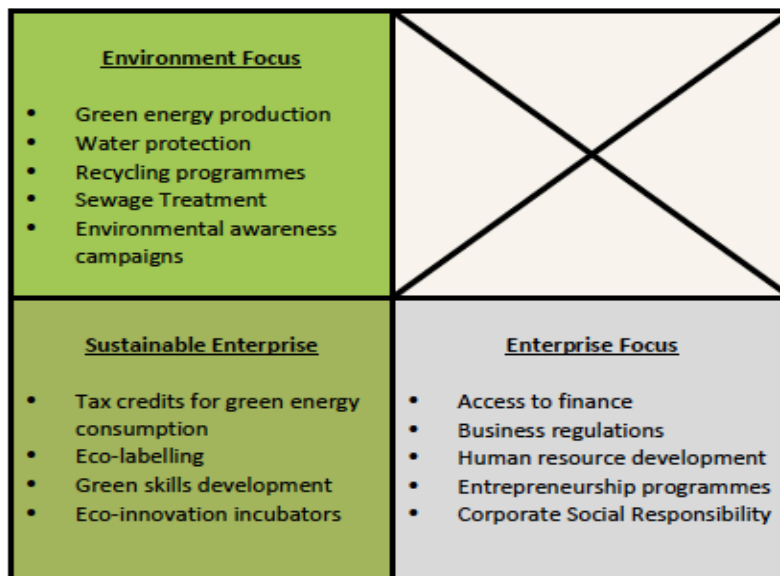
#### **4.1 Les thèmes abordés**

La première session s'est attachée à définir le Principe 9, les PME dans une économie verte, du Small Business Act pour l'Europe, et plus concrètement :

- la définition du concept de développement durable, d'économie verte et d'éco-innovation au niveau global et local,
- le contexte institutionnel, les acteurs publics et privés, les initiatives et perspectives de l'économie verte au niveau international,
- le lien entre le développement durable, l'économie verte, le SBA et la charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise,
- une présentation d'expériences réussies et de bonnes pratiques de promotion de l'économie verte dans les PME au niveau européen et méditerranéen.

Le cadre conceptuel de l'économie verte a été développé en prenant en compte l'approche des principaux acteurs institutionnels (Commission européenne, PNUE, OCDE, ONUDI, Commission Européenne...) sur ce sujet et notamment en situant l'entreprise durable à la jonction entre un faible impact environnemental et une gestion économique compétitive selon ce tableau:

## Cadre conceptuel de l'entreprise durable



Source: *Survey on Sustainable Enterprise Development in the Mediterranean Partner Countries* (Oxford Research, funded by the European Commission, 2012)

Le débat qui a suivi s'est centré sur la clarification des liens entre développement durable et économie verte, et en particulier les opportunités de développement pour les PME dans ce secteur.

### **La seconde session a été une occasion pour informer les participants sur la situation de l'économie verte au Maroc, notamment :**

- le cadre juridique national régissant le développement durable et l'économie verte en particulier ;
- le contexte institutionnel : les différents ministères concernés par l'économie verte, les conseils supérieurs (conseil national de l'environnement et de développement durable, le conseil économique, social et environnemental...), les fondations nationales,...;
- les stratégies nationales et les programmes nationaux dans les différents secteurs (eau, déchets, énergie,...) ;
- les différentes initiatives nationales et régionales (principalement en Tunisie, Egypte,...) en rapport avec le thème du séminaire avec des cas pratiques en la matière.

Le débat, qui a suivi a permis d'approfondir la compréhension du concept de l'économie verte et sa contextualisation dans les secteurs productifs au niveau national.

La troisième session a permis de discuter de l'éco-innovation et l'éco-efficacité appliquées aux entreprises et PME, et plus particulièrement :

- les bénéfices, opportunités et barrières pour l'intégration de l'éco-innovation dans les entreprises et PME,
- les outils, programmes et méthodologies d'éco-efficacité dans la gestion des matières premières, eau, déchets et énergie,
- une présentation d'expériences réussies et de bonnes pratiques d'entreprises européennes et méditerranéennes.

Le débat qui a suivi s'est centré sur la clarification des liens entre éco-innovation, réduction des coûts et augmentation de la compétitivité des entreprises vertes.

**La quatrième session** s'est concentrée sur l'accès des PME à l'information liée à l'économie verte et le développement durable au Maroc. L'accent a été mis sur les différents canaux et mécanismes d'information existants permettant de faciliter l'accès aux informations se rapportant au :

- Cadre juridique :
  - les ministères concernés avec leur portail internet (par secteur),
  - les portails des entreprises de services notamment en matière de veille juridique environnementale.
- Financement :
  - programmes nationaux dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, de l'énergie et des déchets,
  - les programmes de l'ANPME destinés aux PME (Imtiaz).

Les exposés présentés par les consultants sur les thèmes précités sont annexés à ce document.

A la fin de ces sessions un **témoignage d'une PME verte** a été présenté aux participants. Il s'agit d'une société qui a investi en 2006 dans l'installation d'une plateforme de regroupement et de valorisation des déchets dans la région du Grand Casablanca avant même l'adoption des textes juridiques régissant ce secteur. Cette société a bénéficié récemment d'un appui financier de l'ANPME pour la modernisation et l'extension de sa plateforme de valorisation des déchets industriels. Le projet d'extension répond au besoin croissant des industriels pour un service intégré et complet de gestion de leurs déchets. La société a pu doubler son effectif depuis 2009 : de 40 employés à plus de 80 aujourd'hui.

## 4.2 Travaux en ateliers

Suite aux présentations et débats de la matinée, deux groupes de travail ont été constitués :

- Le groupe I a traité deux thèmes : i) le cadre légal et les opportunités pour les innovations vertes ; et (ii) Les opportunités de financement pour les innovations vertes
- Le groupe II a traité le thème de l'éco-innovation et éco-efficacité dans l'économie verte

Une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) des thématiques précitées a été réalisée par les deux groupes.

Cette analyse avait pour objectifs :

- de relever les défis rencontrés dans la mise en œuvre du principe de l'Economie Verte et éco-innovation dans les PME
- d'identifier les actions à mettre en place pour améliorer la mise en œuvre de ce principe.

A l'issue des travaux des groupes, les propositions formulées par les participants ont été présentées en session plénière, discutées, puis validées par l'ensemble des participants.

Les résultats dégagés sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

## A- Premier atelier

### a) Thème de réflexion : « le cadre légal et les opportunités pour les innovations vertes »

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Charte nationale de l'environnement et de développement durable,</li><li>▪ Stratégie nationale de développement durable (en cours de finalisation),</li><li>▪ Large couverture juridique (lois, décrets et arrêtés régissant la gestion de plusieurs domaines),</li><li>▪ Volonté politique de faire de l'environnement un axe de développement,</li><li>▪ Environnement institutionnel favorable (création de conseils supérieurs notamment le Conseil économique, social et environnemental),</li><li>▪ Plan de réformes de la législation des entreprises,</li><li>▪ Engagement du Maroc au niveau international (Ratification de plusieurs conventions internationales),</li><li>▪ Passage des politiques sectorielles au global.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Lourdeur dans la production des textes d'application des lois existantes,</li><li>▪ Déficit en matière d'application des textes juridiques (sanctions, contrôle,...)</li><li>▪ Problème de gouvernance juridique,</li><li>▪ Faible engagement des associations professionnelles,</li><li>▪ Déficit en matière de compétences juridiques (conseil) dans les secteurs publics et privés (dans le domaine de l'environnement et le développement durable).</li></ul>
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Amélioration de la qualité des produits et services,</li><li>▪ Développement de nouvelles niches économiques,</li><li>▪ Economie des ressources (énergie,...),</li><li>▪ Création d'emplois,</li><li>▪ Alignement sur les standards internationaux,</li><li>▪ Amélioration de la compétitivité,</li><li>▪ Aide à la prise de conscience collective des enjeux de développement.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Retard dans l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable (agenda politique),</li><li>▪ Perte de compétitivité,</li><li>▪ Frein dans l'activité économique (conjuncture nationale et internationale),</li><li>▪ Faible engagement des bailleurs de fonds internationaux.</li></ul>



**b) Thème de réflexion : Les opportunités de financement pour les innovations vertes**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Charte nationale de l'environnement et de développement durable,</li> <li>▪ Stratégie nationale de développement durable (en cours de finalisation),</li> <li>▪ Existence de quelques fonds nationaux de financement,</li> <li>▪ Existence de programmes nationaux environnementaux (énergie, eau, assainissement, déchets,...).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Difficulté d'accès au financement,</li> <li>▪ Déficit en matière d'encadrement dans les métiers de l'économie verte,</li> <li>▪ Manque de visibilité,</li> <li>▪ Insuffisance des produits financiers dédiés à l'économie verte,</li> <li>▪ Inexistence d'un système de labellisation standardisé (le seul label existant est celui de la RSE de la CGEM),</li> <li>▪ Limitation des ressources d'appui pour recherche et développement dans les métiers verts.</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perspectives de mise en place de mécanismes d'incitation fiscales (charte nationale de l'environnement et de développement durable et stratégie en la matière en cours de préparation),</li> <li>▪ Economie des ressources (énergie,...),</li> <li>▪ Création d'emplois,</li> <li>▪ Engagement des bailleurs de fonds internationaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Retard dans l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable (aspects fiscaux et d'incitation),</li> <li>▪ Risque d'endettement des PME.</li> </ul>

**B- Second Atelier**

**Thème de réflexion : Promotion de l'éco-innovation et éco-efficacité dans les PME au Maroc**

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Existence du cadre institutionnel et législatif sur le développement durable</li> <li>▪ Capacité de regrouper les acteurs économiques (via fédérations, associations sectorielles,...)</li> <li>▪ Forte croissance des marchés verts (déchet, énergies, agriculture, eau...)</li> <li>▪ Expérience dans le développement de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Compétences techniques à améliorer (PME, école, université,...)</li> <li>▪ Financements incertains</li> <li>▪ Faible sensibilisation des acteurs</li> <li>▪ Accès difficile aux technologies propres</li> <li>▪ Peu de projets de recherche et développement (R&amp;D) collaboratifs (public-</li> </ul>

partenariats publics-privés ▪ Capital humain jeune, bien formé et motivé	privé) ▪ Multiplicité et fragmentation des acteurs ▪ Absence d'indicateurs de suivi
Opportunités	Menaces
▪ Réduction de l'utilisation des ressources naturelles et la pollution industrielle ▪ Création d'emplois et de nouvelles PME vertes et compétitives ▪ Proximité (géographique et culturelle) de marchés à fort potentiel (Europe, Afrique, Moyen Orient,..) ▪ Partenariat économique et technologique avec les acteurs économiques et industriels internationaux déjà présents au Maroc ▪ Développement de nouveaux clusters et pôles de compétitivité éco-innovants ▪ Mise en place de certifications vertes et d'incitation (via récompense ou prix annuel) à l'éco-innovation ▪ Développement d'une politique publique d'achat vert ( <i>public green procurement</i> )	▪ Concurrence étrangère plus avancée technologiquement et financièrement ▪ Coût et financement élevé de l'eco-innovation ▪ Concurrence déloyale du secteur informel ▪ Conjoncture économique difficile en Méditerranée et dans le monde

## 5. Synthèses générales

Les travaux de réflexion présentés par les participants lors des ateliers ainsi que les interventions pendant les débats suivant les présentations sur l'état des lieux de l'économie verte au Maroc convergent vers les constats principaux suivants :

- **L'économie verte au Maroc représente un nouveau marché prometteur qui nécessite un programme mobilisateur de sensibilisation et de formation** de ses acteurs, et plus particulièrement d'accompagnement des PME dont les ressources humaines et financières sont limitées.
- **Le cadre légal et institutionnel existant est favorable mais manque encore de mécanismes—de mise en œuvre efficace.** Il est par conséquent nécessaire de simplifier l'accès aux textes juridiques, notamment après l'adoption de la loi portant sur la charte nationale de l'environnement et de développement durable (CNEDD),
- **Les mécanismes de financement existants restent publics et limités.** A cet effet, il est nécessaire d'opérationnaliser les mécanismes fiscaux prévus dans la CNEDD et d'appuyer la création et diffusion de nouveaux outils de financements privés (*business angels*, banques sociales et vertes...) ou internationaux (Horizon 2020 de l'Union européenne, ONUDI...).

## 6. Recommandations

Les principales recommandations issues des travaux du séminaire sont résumées ci-dessous.

### A court terme

- Accélération de l'adoption de la stratégie nationale sur le développement durable avec la mise en valeur du rôle des PME pour son application;
- Organisation de séminaires similaires au niveau régional pour une large diffusion du concept de l'économie verte et de l'éco-innovation au Maroc et de sensibilisation des PME sur ce concept;
- Facilitation de l'accès des PME aux textes juridiques, financements, outils et méthodologies régissant la gestion de l'environnement en général et l'éco-efficacité en particulier.

### A moyen terme

- Mise en place de programmes de sensibilisation et de formation sur les outils, enjeux et opportunités liés à l'économie verte au Maroc, avec un volet spécifique pour les entrepreneurs et directeurs des PME;
- Implication de l'ANPME dans la définition des missions du fonds national de l'environnement et de développement durable afin d'en faciliter l'accès aux PME ;
- Evaluation économique du potentiel de croissance, de création d'emploi et nécessités d'investissement pour la promotion du secteur de l'économie verte au Maroc.

### A long terme

- Développement d'un volet législatif spécifique sur le rôle des PME pour une transition économique verte dans le cadre de la stratégie nationale sur le développement durable ;
- Mise en place de mécanismes incitatifs et fiscaux pour la promotion de l'éco-efficacité et l'éco-innovation dans les PME, y compris les eco-labels et autres certifications environnementales (ISO 14001, EMAS...);
- Développement d'indicateurs nationaux sur l'éco-innovation et l'éco-efficacité dans les PME, dont le suivi pourrait être assuré par le nouvel observatoire économique marocain.

## 7. Conclusions

Tous les participants se sont accordés sur la pertinence du thème débattu et ont souhaité **multiplier ce genre de rencontres**, notamment avec les associations professionnelles et les grands opérateurs économiques au niveau national et régional.

Il est en effet essentiel d'informer et de sensibiliser l'ensemble des acteurs sur les différentes initiatives du Royaume du Maroc en matière d'économie verte dans un contexte d'évolution institutionnelle et juridique favorable (adoption de plusieurs lois : loi sur l'eau, loi sur les études d'impacts, loi sur la pollution atmosphérique, loi-cadre sur l'environnement, loi sur les déchets, loi portant charte de l'environnement et de développement durable,...).

Ces initiatives, qui répondent aux défis de la dégradation de l'environnement, visent également la promotion d'une économie verte compétitive comme solution profitable pour le développement du pays en général et la création d'emplois en particulier.

A cet effet, les différentes institutions publiques (ANPME, Agences de bassin, Agences de développement, le Conseil économique, social et environnemental (CESE), etc.) et autres acteurs privés (PME et CGEM, chambres de commerces et autres associations professionnelles, etc.) sont appelés à se mobiliser pour tirer profit de ces différentes initiatives nationales et accompagner cette transition écologique et économique qui devrait être pilotée au plus haut niveau possible.

Enfin, afin de rendre les recommandations opérationnelles mentionnées dans ce rapport suffisamment efficaces, il est conseillé de diffuser ce rapport auprès des institutions gouvernementales en charge de leur mise en œuvre ainsi qu'aux associations professionnelles du secteur privé.

## **Annexes**

### **Annexe A : Liste des présentations**

1. Présentation des résultats de l'évaluation de la mise en œuvre de la dimension 9 du SBA, les PME dans une économie verte, par Marie Corman.
2. Les concepts de développement durable, d'économie verte et d'eco-innovation au niveau international, européen et méditerranéen, par Jérémie Fosse
3. L'économie verte au Maroc : état des lieux et perspectives, par Hassan Chouaouta
4. L'éco-innovation et l'éco-efficacité appliquées aux entreprises et PME : acteurs, programmes et bonnes pratiques au niveau européen et méditerranéen, par Jérémie Fosse
5. Accès des PME à l'information : législation, outils disponibles et opportunités de financement pour les innovations vertes, par Hassan Chouaouta.

### **Annexe B : Bibliographie**

- Survey on Sustainable Enterprise Development in the Mediterranean Partner Countries, Oxford Research, funded by the European Commission, 2012;
- A systemic perspective on eco-innovation. Thematic Report, European Commission, 2013;
- Vers une économie verte pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, Synthèse à l'intention des décideurs, PNUE, 2011 ;
- Green Economy and Trade: Trends, Challenges and Opportunities, UNEP, 2013;
- Sustainable Manufacturing and Eco-Innovation, Synthesis Report, Framework, Practices and Measurement, OECD; 2009;
- Sustainable Industry Toolkit, OECD, 2011;
- Eco-innovate! A guide to eco-innovation for SMEs and business coaches, EIO, 2013;
- Créer une co-entreprise, ADEME, 2011 ;
- Transfert de Technologies Écologiquement Rationnelles dans la rive sud de la Méditerranée, Synthèse et Accomplissements du Projet, ONUDI, 2012 ;
- COMMUNICATION FROM THE COMMISSION. Roadmap to a Resource Efficient Europe, European Commission, 2011;
- Développement Durable au Maroc, Bilan et perspectives, de Rio à Rio +20, MdE, Juin 2012 ;
- Rapport sur l'opérationnalisation de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, CNE, 2011 ;
- Note de synthèse sur l'Economie Verte « Opportunités de création de richesses et d'emplois», CESE, 13ème session ordinaire, 29 mars 2012 ;
- Examen des performances environnementales au Maroc, commission économique des Nations Unies pour l'Europe et commission économique des nations unies pour l'Afrique, 2014 ;
- Projet de Stratégie d'Employabilité des Jeunes dans les Métiers Verts (YES Green), MdE-PNUD, rapport final de la mission 1, 2012.

## **Annexe C : Liens utiles**

### **Principales institutions internationales en charge du dossier économie verte:**

- Commission Européenne, DG Environnement : [ec.europa.eu/environment/resource\\_efficiency](http://ec.europa.eu/environment/resource_efficiency)
- Commission Européenne, DG Entreprise: [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/public-consultation-green-action-plan/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/public-consultation-green-action-plan/index_en.htm)
- OCDE : [www.oecd.org/greengrowth/](http://www.oecd.org/greengrowth/)
- ONUDI: [www.greenindustryplatform.org/](http://www.greenindustryplatform.org/)

### **Principales institutions au Maroc en charge du dossier économie verte:**

- Ministère délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement chargée de l'Environnement: [www.minenv.gov.ma](http://www.minenv.gov.ma)
- Agence Nation pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise (ANPME). [www.anpme.ma](http://www.anpme.ma)
- Secrétariat Général du Gouvernement: [www.sgg.gov.ma](http://www.sgg.gov.ma)
- Le Conseil Economique et Social: [www.ces.ma](http://www.ces.ma)
- Confédération Générale des Entreprises du Maroc: [www.cgem.ma](http://www.cgem.ma)

### **Autres liens utiles sur la Coopération industrielle euro-méditerranéenne et le SBA**

- Coopération industrielle euro-méditerranéenne [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/promoting-neighbourhood/mediterranean/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/promoting-neighbourhood/mediterranean/index_fr.htm)
- Small Business Act pour l'Europe [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/small-business-act/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/small-business-act/index_fr.htm)
- Mise en œuvre du « Small Business Act » pour l'Europe dans le bassin méditerranéen au Moyen-Orient et en Afrique du Nord 2014. Note synthétique pour les ministres <http://ec.europa.eu/DocsRoom/documents/4462/attachments/1/translations/fr/renditions/pdf>
- EuroMed - Base de données des bonnes pratiques <http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/best-practices/database/euromed/index.cfm?fuseaction=welcome.detail&language=FR>
- Small Business Act pour l'Europe - Base de données des bonnes pratiques <http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/best-practices/database/SBA/index.cfm?fuseaction=welcome.detail>